

Il ne peut y avoir de plan d'électrification du pays sans baisse du prix de l'électricité

Un collectif de députés et de sénateurs du parti Les Républicains dénonce l'« absurdité » politique consistant à rester dépendants des hydrocarbures plutôt que de mettre à profit la ressource que la France produit en abondance, en stimulant la demande

spécial de retraites d'EDF et GDF coûtant plus de 1 milliard d'euros par an aux consommateurs. Cet argent doit être rendu aux Français pour affirmer notre indépendance énergétique.

Nous pensons qu'il ne peut y avoir de plan d'électrification du pays sans baisse du prix de l'électricité. En 1971, pour les 25 ans d'EDF, Georges Pompidou rappelait que l'énergie électrique répondait « au besoin le plus fondamental et le plus étendu de la société moderne » et que, quand elle se tarissait, « tout ou presque s'arrêt[ait] ». Cinquante-cinq ans plus tard, elle ne se tarit pas, elle déborde. Non par manque d'attrait, mais parce que nous l'avons rendue trop chère. Nous devons inverser cette tendance, au nom de l'indépendance nationale. ■

Premiers signataires :
Marta de Cidrac, sénatrice
(Les Républicains, Yvelines);
Antoine Vermorel-Marques,
député (Les Républicains,
Loire). Retrouvez la liste
complète des signataires
sur [lemonde.fr](https://www.lemonde.fr)

Mardi 26 mai, le président de la République devait détailler un grand plan d'électrification du pays. Nous l'attendons depuis dix ans. Dix ans pendant lesquels Emmanuel Macron aura réalisé un « en même temps » différé en matière énergétique : antinucléaire cinq ans, pronucléaire les cinq suivants.

Le bilan présidentiel, en effet, sera contrasté, entre la fermeture précipitée de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin), l'abandon du programme de recherche autour du réacteur expérimental Astrid, puis le discours de Belfort, en 2022, où le même président faisait volte-face, pour annoncer la construction de six nouveaux réacteurs. La raison l'a finalement emporté. Car si Emmanuel Macron découvre aujourd'hui l'électrification, la droite, elle, n'a jamais cessé d'y croire.

Cette conviction s'est forgée au fil de décennies de décisions courageuses. En 1945, le général de Gaulle lançait la France dans la course à l'atome, en créant le Commissariat à l'énergie atomique. En 1974, le premier ministre, Pierre Messmer, engageait le programme énergétique le plus am-

bitieux de notre histoire, avec la construction d'une cinquantaine de réacteurs en à peine quinze ans, faisant de la France l'un des pays les moins dépendants des hydrocarbures au monde. Plus tard, Jacques Chirac puis Nicolas Sarkozy nous ont mis sur la voie

des réacteurs de troisième génération. Plus récemment, c'est sous l'impulsion des parlementaires Les Républicains que l'objectif intenable de limitation à 50 % du nucléaire dans le mix électrique a été supprimé en 2022.

Signal prix trop faible

C'est cette constance qui nous permet aujourd'hui de regarder la crise en face avec davantage de forces que nos voisins. Pendant que la fermeture du détroit d'Ormuz par l'Iran paralyse les flux pétroliers mondiaux et fait flamber les prix à la pompe, la France, elle, dispose d'une autre ressource abondante : l'électricité. Tellement abondante que la France connaît des records d'exportations, avec un solde net qui avoisine 100 térawattheures par an. C'est plus que la consommation annuelle d'un pays comme la Belgique. Ou encore l'équivalent de la consommation annuelle de 35 millions de véhicules électriques. Et ce surplus ne tient

même pas compte de la puissance de nos réacteurs, que nous choisissons de « moduler ».

Ce paradoxe n'est pas une fatalité. C'est un choix politique. Nous préférons demeurer inutilement captifs des hydrocarbures, alors que nous disposons d'un atout énergétique envié dans toute l'Europe. Mais nous sous-utilisons notre électricité pendant que les Français voient le prix du carburant exploser, que notre balance commerciale se dégrade au gré des fluctuations des cours du baril et que notre souveraineté énergétique demeure suspendue aux desiderata de grandes puissances étrangères. Il faut mettre fin à cette absurdité et procéder enfin à l'électrification du pays.

Car, en pratique, celle-ci n'a jamais véritablement commencé. Depuis l'an 2000, notre consommation d'électricité stagne; depuis 2017, elle a même reculé. Or, même sans nouvelles capacités de production à court terme,

l'usage du seul surplus exporté assurerait déjà une hausse de 20 % de la consommation, ce qui serait du jamais-vu en plus d'un quart de siècle. Pour que l'électrification du pays réussisse, il faut que la demande suive. Nous considérons que le signal prix est trop faible face aux hydrocarbures.

Il est même aujourd'hui brouillé par un scandale fiscal que la Cour des comptes a elle-même dénoncé [en septembre 2024]. Trois taxes se superposent sur la facture électrique : l'accise, la TVA et la contribution tarifaire d'acheminement. Ensemble, elles représentent plus d'un tiers de ce que paient les Français. Entre 2007 et 2020, la fiscalité sur l'électricité a ainsi bondi de 130 %. Depuis 2010, l'accise a été multipliée par cinq. Si la TVA avait connu la même trajectoire, elle aurait atteint 80 %.

Pire encore, la contribution tarifaire d'acheminement, qui figure encore sur chaque facture d'électricité, sert à financer le régime

“
NOUS
SOUS-UTILISONS
NOTRE ÉLECTRICITÉ
PENDANT
QUE LES FRANÇAIS
VOIENT
LE PRIX
DU CARBURANT
EXPLOSER